

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

29 MARS 2006

Proposition de loi rétablissant l'article 61 du Code civil en ce qui concerne la preuve de la naissance à défaut d'acte de naissance

AMENDEMENTS

N° 7 DE MME NYSSENS

(Sous-amendement à l'amendement n° 3 du gouvernement)

Art. 3

À l'article 61, §1^{er}, proposé, insérer les mots « , dans un délai maximal de trois mois, » entre le mot « naissance » et le mot « peut ».

Justification

L'instauration d'un délai est indispensable pour faciliter la démarche des personnes concernées. Ainsi, l'autorité requérante ne pourra pas réclamer des éléments qui mettront un temps considérable à être prouvés, principalement en cas d'impossibilité matérielle (et non juridique) de se procurer l'acte de naissance. La démarche tendant à obtenir la preuve négative doit être réalisée dans des délais raisonnables, sous peine de se retrouver dans des situations juridiquement illégales pendant plusieurs années. Par exemple, en cas de mariage, la personne adoptée, qui désire se marier, pourrait se trouver dans l'impossibilité de se procurer son acte de naissance original. L'apport de cette preuve de l'impossi-

Voir:

Documents du Sénat :

3-54 - SE 2003 :

N° 1 : Proposition de loi de Mme Nyssens.

3-54 - 2005/2006 :

N° 2 : Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

29 MAART 2006

Wetsvoorstel strekkende om artikel 61 van het Burgerlijk Wetboek opnieuw in te voeren wat betreft het bewijs van de geboorte bij gebreke van een akte van geboorte

AMENDEMENTEN

Nr. 7 VAN MEVROUW NYSSENS

(Subamendement op amendement nr. 3 van de regering)

Art. 3

In het voorgestelde artikel 61, §1, tussen het woord « zich » en de woorden « de akte » de woorden « , binnen een maximumtermijn van drie maanden, » invoegen.

Verantwoording

De invoering van een termijn is bedoeld om het de betrokken personen gemakkelijker te maken. Zo kan de verzoekende overheid geen gegevens eisen waarvan het bewijs enige tijd in beslag neemt, vooral als het materieel (dus niet juridisch) onmogelijk is om zich de akte van geboorte te verschaffen. Het negatieve bewijs moet binnen een redelijke termijn worden voorgelegd, anders ontstaan er illegale situaties die jarenlang kunnen aanslepen. Zo kan bijvoorbeeld een geadopteerde persoon die wil trouwen in de onmogelijkheid verkeren om zijn akte van geboorte voor te leggen. Het kan maanden, zelfs jaren duren om te bewijzen dat hij deze akte inderdaad onmogelijk kan voorleggen.

Zie:

Stukken van de Senaat :

3-54 - BZ 2003 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Nyssens.

3-54 - 2005/2006 :

Nr. 2 : Amendementen.

bilité de se procurer l'acte pourrait s'étendre plusieurs mois, voire plusieurs années. Il paraît donc indispensable de déterminer un délai afin que le couple ne vive pas en dehors d'un cadre légal trop longtemps.

N° 8 DE MME NYSSSENS

(Sous-amendement à l'amendement n° 3 du gouvernement)

Art. 3

À l'article 61, § 2, proposé, apporter les modifications suivantes :

1°) à l'alinéa 1^{er}, supprimer les mots « elle-même », et remplacer le mot « procède » par les mots « peut procéder »;

2°) compléter le même alinéa par les mots « ou peut demander à l'intéressé de lui remettre toute autre preuve étayant ces données »;

3°) à l'alinéa 3, remplacer les mots « peut demander à l'intéressé de lui remettre toute autre preuve étayant ces données » par les mots « peut également transmettre le dossier du demandeur au Procureur du Roi, dans un délai de quinze jours, afin d'obtenir ces données relatives à l'état de la personne ».

Justification

1°) Les officiers d'état civil ou les notaires, c'est-à-dire les autorités requérantes visées par la loi, ne sont normalement pas en mesure de pouvoir effectuer des enquêtes; il ne s'agit pas d'une compétence qui leur est dévolue généralement. Néanmoins, il paraît important de laisser à l'autorité requérante la possibilité de mener cette enquête, par exemple en allant consulter un dossier d'adoption resté au parquet. Il y a alors une marge d'appréciation dans le chef de l'autorité requérante en fonction des situations et des données qu'elle souhaite obtenir.

2°) La possibilité est également laissée à l'autorité requérante de s'adresser directement à la personne concernée pour lui demander des informations la concernant. Il s'agira alors généralement de données faciles à obtenir et dont la valeur ne semble pas contestée.

3°) Après consultation des autorités qui pourraient être requises de mener l'enquête, il apparaît que généralement celles-ci préfèrent envoyer directement un référé au procureur du Roi. Le procureur du Roi mène alors cette enquête. Il s'agirait de cas dans lesquels les données relatives à l'état de la personne concernée sont plus difficiles à obtenir ou de cas dans lesquels il y a lieu d'investiguer davantage.

Clotilde NYSSSENS.

Er moet dus een termijn worden vastgesteld opdat het koppel niet te lang buiten elk wettelijk kader moet leven.

Nr. 8 VAN MEVROUW NYSSSENS

(Subamendement op amendement nr. 3 van de regering)

Art. 3

Paragraaf 2 van het voorgestelde artikel 61 wijzigen als volgt :

1°) in het eerste lid de woorden « gaat de verzoekende overheid zelf over » vervangen door de woorden « kan de verzoekende overheid overgaan »;

2°) hetzelfde lid aanvullen met de woorden « of kan zij betrokkene verzoeken haar ieder ander bewijs tot staving van die gegevens over te leggen »;

3°) in het derde lid de woorden « kan zij betrokkene verzoeken ieder ander bewijs tot staving van die gegevens over te leggen » vervangen door de woorden « kan zij het dossier van verzoeker ook binnen een termijn van vijftien dagen verzenden aan de procureur des Konings teneinde de gegevens met betrekking tot de staat van de persoon te verkrijgen ».

Verantwoording

1°) De ambtenaren van de burgerlijke stand en de notarissen, met andere woorden de verzoekende overheden waarop de wet betrekking heeft, zijn normaal niet in staat om onderzoeken in te stellen; dat behoort niet tot hun algemene bevoegdheden. Toch is het belangrijk om de verzoekende overheid toe te staan dit onderzoek in te stellen, door bijvoorbeeld een adoptiedossier op het parket te gaan raadplegen. De verzoekende overheid heeft dus een beoordelingsruimte naar gelang van de situaties en gegevens die ze wil verkrijgen.

2°) De verzoekende overheid kan zich ook rechtstreeks wenden tot de betrokken persoon om hem bepaalde gegevens te vragen. Het zal dan meestal gaan om gegevens die makkelijk te verkrijgen zijn en waarvan de waarde niet wordt betwist.

3°) Na raadpleging van de overheden die het onderzoek zouden moeten doen, blijkt dat zij er in het algemeen de voorkeur aan geven om de zaak rechtstreeks naar de procureur des Konings te verwijzen. Die stelt dan een onderzoek in. Het gaat dan meestal om gegevens over de staat van de betrokken persoon die moeilijker te verkrijgen zijn of over gevallen waarin meer onderzoek nodig is.

N° 9 DU GOUVERNEMENT

Art. 2

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 2. — *L'article 47 du Code civil, abrogé par la loi du 16 juillet 2004, est rétabli dans la rédaction suivante :*

« Art. 47. — *Le jugement coulé en force de chose jugée suppléant à l'absence d'acte de l'état civil mais non déclaratif d'état peut être produit, devant toute autorité requérante, par toute personne établissant qu'elle se trouve toujours dans l'impossibilité de se procurer l'acte de l'état civil concerné et pour autant que l'exactitude des données qu'il contient ne soit pas réfutée. »*

Justification

En principe, les actes de l'état civil constituent la seule preuve légale de l'état des personnes. Il n'existe qu'une seule exception mais de portée générale et d'interprétation extensive, qui permet de suppléer aux actes de l'état civil, la destruction des registres, exception visée par l'article 46 du Code civil. Dès l'instant où la preuve de l'état des personnes ne résulte pas, pour une raison quelconque, des actes de l'état civil, cette preuve ne peut résulter que d'un jugement.

Cela se produit notamment lorsque les registres n'ont pas existé, ou ont été détruits, ou sont incomplets (actes omis, ou tardifs, ou n'ayant pu être dressés faute des éléments nécessaires) et qu'il s'agit d'établir le fait qui devait faire l'objet de l'acte. Le jugement qui interviendra sera un jugement déclaratif d'état civil, c'est à dire un véritable acte de l'état civil dressé par le juge.

Il crée en effet de toutes pièces l'état civil manquant, et par sa transcription sur les registres de l'année courante avec mention en marge de la date à laquelle il aurait dû figurer, il tient lieu d'acte de l'état civil.

Il se peut cependant que l'acte de naissance existe mais que l'on ne puisse pas en apporter la preuve. Dans ce cas, on applique également l'article 46 du Code civil. Si une personne se trouve, par suite d'un cas de force majeure, dans l'impossibilité momentanée d'apporter la preuve d'un état civil qu'elle possède dans les registres, un jugement peut, sur la base de l'article 1348 du Code civil, y suppléer. Ce jugement, cependant, n'est pas déclaratif car l'acte existe mais on se trouve dans l'impossibilité momentanée d'en apporter la preuve. Il ne devra donc pas être transcrit dans les registres. Si l'acte initial existe, un nouvel acte ferait double emploi et risquerait de ne pas concorder avec le premier, ce qui pourrait entraîner de grandes difficultés (la matière touche en effet à l'ordre public). Selon la nouvelle disposition, les personnes qui ont été dans l'impossibilité momentanée de produire un acte de l'état civil, par suite d'un cas de force majeure, devant une autorité requérante et qui ont obtenu un jugement sur la base de l'article 46, pourront, dans cette dernière hypothèse, produire ce jugement devant toute autre autorité requérante, à condition d'établir la persistance de l'impossibilité de produire cette pièce d'état civil. Ceci vaut pour

Nr. 9 VAN DE REGERING

Art. 2

Dit artikel vervangen als volgt :

« Art. 2. — *Artikel 47 van het Burgerlijk Wetboek, opgeheven bij de wet van 16 juli 2004, wordt hersteld in de volgende lezing :*

« Art. 47. — *Het in kracht van gewijsde gegaan vonnis dat de ontbrekende akte van de burgerlijke stand vervangt maar de staat niet aanwijst, kan, voor elke verzoekende overheid, worden overgelegd door een ieder die aantoont dat hij nog steeds in de onmogelijkheid verkeert zich de betrokken akte van de burgerlijke stand te verschaffen, voor zover de juistheid van de gegevens die het bevat, niet wordt weerlegd. »*

Verantwoording

In beginsel vormen de akten van de burgerlijke stand het enige wettelijke bewijs van de staat van personen. Er bestaat slechts een enkele uitzondering. Deze uitzondering heeft evenwel een algemene draagwijdte en wordt ruimgeïnterpreteerd. Zij biedt de mogelijkheid de akten van de burgerlijke stand te vervangen. Het betreft de vernietiging van de registers, waarop artikel 46 van het Burgerlijk Wetboek betrekking heeft.

Zodra duidelijk is dat het bewijs van de staat van de persoon, om enige reden, niet blijkt uit de akten van de burgerlijke stand, kan dit bewijs enkel volgen uit een vonnis. Dat is onder meer het geval wanneer geen registers hebben bestaan of de registers vernietigd of onvolledig zijn (niet of laat ingeschreven akten, of akten die niet konden worden opgemaakt wegens het ontbreken van noodzakelijke gegevens) en het juist de bedoeling is het feit te bewijzen waarop de akte betrekking moest hebben. Het vonnis dat tot stand komt, is een vonnis tot aanwijzing van burgerlijke staat, met andere woorden een echte akte van de burgerlijke stand opgemaakt door de rechter.

Het voorziet immers in de ontbrekende burgerlijke staat en geldt als akte van de burgerlijke stand als gevolg van de overschrijving ervan in de registers van het lopende jaar, met een kantmelding op de datum waarop de akte had moeten worden ingeschreven.

Het is evenwel mogelijk dat er een akte van geboorte bestaat, maar dat het bewijs daarvan niet kan worden geleverd. In dat geval is artikel 46 van het Burgerlijk Wetboek eveneens van toepassing. Als een persoon door overmacht in de tijdelijke onmogelijkheid verkeert om het bewijs van de burgerlijke stand te leveren dat in de registers voorhanden is, kan het op grond van artikel 1348 van het Burgerlijk Wetboek worden vervangen door een vonnis. Dit vonnis is echter geen vonnis tot aanwijzing van burgerlijke staat. De akte bestaat immers. Er is enkel sprake van een tijdelijke onmogelijkheid om het bewijs daarvan te leveren. Het moet dan ook niet in de registers worden overgeschreven. Als de oorspronkelijke akte bestaat, dan zou een nieuwe akte zorgen voor een overlapping en eventueel niet overeenstemmen met de eerste. Dat zou kunnen leiden tot grote moeilijkheden (deze aangelegenheid heeft immers betrekking op de openbare orde). Naar luid van de nieuwe bepaling kunnen, in dit laatste geval, personen die door overmacht in de tijdelijke onmogelijkheid hebben verkeerd om het bewijs van de burgerlijke staat te leveren voor een verzoekende overheid en die op grond van artikel 46 een vonnis hebben

autant que l'exactitude des données qui y sont reprises ne soit pas contestée.

N° 10 DU GOUVERNEMENT

Art. 3 (nouveau)

Insérer un article 3 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 3. — *L'article 61 du même Code, abrogé par la loi du 31 mars 1987, est rétabli dans la rédaction suivante :*

« Art 61. — § 1^{er}. *Toute personne dont l'adoption a été prononcée ou reconnue en Belgique et qui se trouve dans l'impossibilité de se procurer son acte de naissance peut produire l'acte de transcription du dispositif du jugement d'adoption.*

§ 2. *Si les données contenues dans l'acte de transcription ne suffisent pas aux fins pour lesquelles elles doivent être utilisées, l'autorité requérante procède elle-même, immédiatement et dans un délai qui ne peut excéder trois mois, à une enquête visant à obtenir des données complémentaires.*

Toutefois, si elle n'est pas en mesure de les obtenir elle-même ou que les données qu'elle a obtenues sont insuffisantes, l'autorité requérante en informe l'intéressé immédiatement et au plus tard dans le même délai de trois mois et peut lui demander de lui remettre toute autre preuve étayant ces données. »

Justification

Certaines personnes qui ont été adoptées peuvent se trouver dans l'impossibilité de produire leur acte de naissance. Ces personnes pourront dès lors, dans toute procédure, à condition d'établir cette impossibilité, produire la transcription du dispositif de leur jugement en lieu et place de leur acte de naissance. Il peut s'agir de jugements d'adoption simple ou plénière ou encore de jugements d'homologation de légitimation par adoption. En vertu de l'article 350, § 4, ancien du Code civil et de l'article 1231-15, nouveau, du Code judiciaire, le dispositif du jugement ne reprend pas la mention de la filiation. Il se pourrait donc que l'acte de transcription du jugement d'adoption ne comprenne pas toutes données relatives aux personnes. Il est ainsi prévu que toute autorité requérante (notaire, officier de l'état civil) à qui cette transcription est produite procède elle-même immédiatement à une enquête afin d'obtenir les données nécessaires à la cause (ex : en ce qui concerne les empêchements à mariage, l'officier de l'état civil tenu de célébrer le mariage pourrait consulter le dossier de l'adoption resté au parquet afin de retrouver les parents d'origines). Afin de garantir la sécurité juridique pour le citoyen, il est prévu que le délai requis pour l'enquête ne peut excéder trois mois. Si l'autorité requérante se trouve dans l'impossibilité de recueillir elle-même des données complémentaires ou que les données recueillies

verkregen, dat vonnis overleggen voor elke andere verzoekende overheid, op voorwaarde dat wordt aangetoond dat de onmogelijkheid om dat stuk van de burgerlijke stand over te leggen, blijft bestaan. Het voorgaande geldt voor zover de juistheid van de in het vonnis vermelde gegevens niet wordt betwist.

Nr. 10 VAN DE REGERING

Art. 3 (nieuw)

Een artikel 3 (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 3. — *Artikel 61 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij de wet van 31 maart 1987, wordt hersteld in de volgende lezing :*

« Art. 61. — § 1. *Een ieder wiens adoptie in België is uitgesproken of erkend en die in de onmogelijkheid verkeert zich de akte van geboorte te verschaffen, kan de akte van overschrijving van het beschikkend gedeelte van het vonnis van adoptie overleggen.*

§ 2. *Indien de gegevens in de akte van overschrijving niet voldoende zijn voor het doel waarvoor zij moeten worden gebruikt, gaat de verzoekende overheid onmiddellijk en zonder dat de termijn van het onderzoek drie maanden mag overschrijden, zelf over tot een onderzoek teneinde bijkomende gegevens te verkrijgen.*

Indien de verzoekende overheid evenwel niet in staat is die gegevens zelf te verkrijgen of de door haar verkregen gegevens onvoldoende zijn, stelt zij belanghebbende onmiddellijk en uiterlijk binnen dezelfde periode van drie maanden hiervan in kennis en kan zij betrokkene verzoeken ieder ander bewijs tot staving van die gegevens over te leggen. »

Verantwoording

Sommige geadopteerde personen kunnen in de onmogelijkheid verkeren om hun akte van geboorte over te leggen. Zij kunnen dan, mits de onmogelijkheid wordt aangetoond, in elke procedure de overschrijving van het beschikkend gedeelte van hun vonnis overleggen in plaats van hun akte van geboorte. Het kan gaan om vonnissen inzake gewone of volle adoptie, of ook om vonnissen die de wettiging door adoptie homologeren. Krachtens het oude artikel 350, § 4, van het Burgerlijk Wetboek en het nieuwe artikel 1231-15 van het Gerechtelijk Wetboek vermeldt het beschikkend gedeelte van het vonnis de afstamming niet. Het is derhalve mogelijk dat de akte van overschrijving van het vonnis van adoptie niet alle gegevens over de persoon bevat. Zo is bepaald dat elke verzoekende overheid (notaris, ambtenaar van de burgerlijke stand) aan wie de overschrijving wordt overgelegd, zelf onmiddellijk overgaat tot een onderzoek teneinde de noodzakelijke gegevens te verkrijgen (bijvoorbeeld voor de huwelijksbeletselen zou de ambtenaar van de burgerlijke stand die het huwelijk moet voltrekken, kunnen overgaan tot raadpleging van het adoptiedossier, dat op het parket is gebleven om de oorspronkelijke ouders terug te vinden). Teneinde de rechtszekerheid voor de burger te waarborgen wordt voorzien dat de termijn van het onderzoek drie maanden niet mag overschrijden. Indien de

sont insuffisantes, elle doit en informer l'intéressé immédiatement et au plus tard dans le même délai de trois mois et peut lui demander de lui remettre toute autre preuve étayant ces données. Il importe que l'intéressé soit informé à temps du fait qu'il doit encore apporter lui-même de telles preuves ou qu'il doit suivre les autres procédures prévues par la loi afin de suppléer à l'acte de naissance (par exemple, un jugement substitutif sur la base de l'article 46 du Code civil ou en cas de mariage, la délivrance d'un acte de notoriété, d'une déclaration sous serment ou d'un document équivalent par les autorités diplomatiques ou consulaires de son pays de naissance, ...).

N° 11 DU GOUVERNEMENT

Art. 4 (nouveau)

Insérer un article 4 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 4. — *L'article 70 du même Code, modifié par la loi du 4 mai 1999, est remplacé par la disposition suivante :*

« Art. 70. — *Sans préjudice de l'article 61, en cas d'impossibilité ou de difficultés sérieuses à se procurer son acte de naissance, l'époux peut le suppléer par un acte de notoriété délivré par le juge de paix de son lieu de naissance ou par celui de son domicile. En cas de naissance à l'étranger; par contre, l'époux qui se trouve dans l'impossibilité de se procurer son acte de naissance, doit produire un document équivalent délivré par les autorités diplomatiques ou consulaires de son pays de naissance. En cas d'impossibilité ou de difficultés sérieuses à se procurer ce dernier document, il peut suppléer à l'acte de naissance, en produisant un acte de notoriété délivré par le juge de paix de son domicile. »*

Justification

Le système de remplacement de l'acte de naissance prévu à l'article 5 du Code de la nationalité est ici transposé en matière de mariage.

Le futur époux qui se trouve donc dans l'impossibilité de produire son acte de naissance pourra le suppléer par un document équivalent émanant des autorités consulaires ou diplomatiques de son pays de naissance. Il s'agit d'une alternative prioritaire offerte à l'époux né à l'étranger.

En cas d'impossibilité ou de difficultés sérieuses à se procurer ce dernier document, il peut, tout comme l'époux né en Belgique, et comme c'est déjà le cas actuellement, recourir à l'acte de notoriété délivré par le juge de paix de son domicile. Pour l'époux né en Belgique, il peut également s'agir du juge de paix de son lieu de naissance.

verzoekende overheid in de onmogelijkheid verkeert om zelf extra gegevens te verzamelen of de verzamelde gegevens onvoldoende zijn, dient zij betrokkene onmiddellijk en uiterlijk binnen dezelfde periode van drie maanden hiervan in kennis te stellen en kan zij de deze verzoeken ieder ander bewijs tot staving van die gegevens over te leggen. Het is van belang dat betrokkene tijdig erover wordt ingelicht dat hij alsnog zelf andere bewijzen tot staving moet voorleggen of de andere door de wet voorziene procedures moet volgen om de geboorteakte te vervangen (zoals een vervangend vonnis op grond van artikel 46 B.W., of nog, ingeval van huwelijk, een akte van bekendheid, beëdigde verklaring of gelijkwaardig document afgegeven door de diplomatieke of consulaire overheden van het land van geboorte ...).

Nr. 11 VAN DE REGERING

Art. 4 (nieuw)

Een artikel 4 (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 4. — *Artikel 70 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, wordt vervangen als volgt :*

« Art. 70. — *Onverminderd artikel 61 kan de echtgenoot, in geval van onmogelijkheid of zware moeilijkheden om zich de akte van geboorte te verschaffen, deze vervangen door een akte van bekendheid, afgegeven door de vrederechter van zijn geboorteplaats of door die van zijn woonplaats. In geval van geboorte in het buitenland evenwel dient de echtgenoot die in de onmogelijkheid verkeert zich de akte van geboorte te verschaffen, een gelijkwaardig document over te leggen, afgegeven door de diplomatieke of consulaire overheden van het land van geboorte. In geval van onmogelijkheid of zware moeilijkheden om zich voornoemd document te verschaffen, kan hij de akte van geboorte vervangen door een akte van bekendheid afgegeven door de vrederechter van zijn woonplaats. »*

Verantwoording

Het stelsel van vervanging van de akte van geboorte zoals bepaald in artikel 5 van het Wetboek van de Belgische nationaliteit wordt hier toegepast op het huwelijk.

Derhalve kan de toekomstige echtgenoot die in de onmogelijkheid verkeert om zijn akte van geboorte over te leggen, deze vervangen door een gelijkwaardig document van de diplomatieke of consulaire overheden van zijn geboorteland. Het gaat om een prioritair alternatief voor de echtgenoot die in het buitenland is geboren.

In geval van onmogelijkheid of zware moeilijkheden om zich voornoemd document te verschaffen, kan hij, evenals de in België geboren echtgenoot, zoals dat vandaag reeds het geval is, gebruik maken van de akte van bekendheid afgegeven door de vrederechter van zijn woonplaats. Voor de in België geboren echtgenoot kan het ook gaan om de vrederechter van zijn geboorteplaats.

N° 12 DU GOUVERNEMENT

Art. 5 (nouveau)

Insérer un article 5 (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 5. — *Un nouvel article 72ter est inséré dans le même Code :*

« Art. 72ter. — *Toute personne qui a déjà obtenu un acte de notoriété ou qui a déjà été autorisée par le tribunal à faire une déclaration sous serment, en vertu des articles précédents et qui établit qu'elle est toujours dans l'impossibilité de produire son acte de naissance, peut le suppléer par cet acte de notoriété ou cette autorisation, pour autant que l'exactitude des données qu'il contient ne soit pas réfutée. »*

Justification

L'article vise à pouvoir réutiliser l'acte de notoriété obtenu auparavant lors d'une procédure d'obtention de la nationalité ou pour un mariage, lorsque l'intéressé contracte à nouveau un mariage.

N° 13 DU GOUVERNEMENT

Intitulé

Remplacer l'intitulé du projet par ce qui suit :

« *Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en vue de faciliter la preuve de l'état des personnes à défaut d'acte de l'état civil* ».

Justification

Comme les amendements du gouvernement élargissent la teneur de la proposition de loi, un nouvel intitulé est indiqué.

La ministre de la Justice,

Laurette ONKELINX.

Nr. 12 VAN DE REGERING

Art. 5 (nieuw)

Een artikel 5 (nieuw) invoegen, luidende :

« Art. 5. — *In hetzelfde wetboek wordt een nieuw artikel 72ter ingevoegd :*

« Art. 72ter. — *Een ieder die reeds een akte van bekendheid heeft verkregen of aan wie de rechtbank krachtens de vorige artikelen reeds verlof heeft verleend een beëdigde verklaring af te leggen, en die aantoon dat hij nog steeds in de onmogelijkheid verkeert de akte van geboorte over te leggen, kan deze vervangen door de akte van bekendheid of door het verlof, voor zover de juistheid van de gegevens die zij bevat, niet wordt weerlegd. »*

Verantwoording

Het artikel strekt ertoe dat de akte van bekendheid die reeds verkregen is tijdens een procedure tot verwerving van de nationaliteit of voor een huwelijk, opnieuw kan worden gebruikt wanneer de betrokkene hertrouwt.

Nr. 13 VAN DE REGERING

Opschrift

Het opschrift van het ontwerp vervangen als volgt :

« *Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek teneinde het bewijs van de staat van de personen te vergemakkelijken bij gebreke van een akte van de burgerlijke stand* ».

Verantwoording

Aangezien de amendementen van de regering de draagwijdte van het wetsvoorstel uitbreiden, is een nieuw opschrift aangegeven.

De minister van Justitie,